



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Cabinet de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris

Bilan d'activités 2020

Organisation et missions

La préfète, directrice de cabinet, assure la mise en œuvre et la valorisation des politiques publiques dans le département de Paris. Elle est également chargée du pilotage régional du plan d'accueil des migrants.

Agissant par délégation du préfet de région dans ces domaines, elle est assistée d'un directeur de cabinet adjoint et d'une cheffe de cabinet.

Pour mener à bien ces missions, la direction du cabinet s'appuie sur 4 services:

- le service de la coordination des affaires parisiennes (SCAP) ;
- le service de la prévention et des urgences sociales (SPUS) ;
- le service de la représentation de l'État (SRE) ;
- le service régional de la communication interministérielle (SRCI).

Organigramme du Cabinet

Marc GUILLAUME - Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris

Magali CHARBONNEAU - Préfète, directrice de cabinet

Christophe AUMONIER - Sous-préfet hors classe, directeur adjoint de cabinet

Cécile GUILHEM - Sous-préfète, cheffe de cabinet

Secrétariat particulier du préfet

Stéphanie COUCHY
Virginie DOUCHY
Nathalie PECH



Service de la coordination des affaires parisiennes

Alain PEU - Chef de service

Bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique (BEMRE)
Aissatou DIENE - Cheffe de bureau et Adj.chef de service

Section Mécénat
Pierre WOLFF - Chef de section et Adj.chef de bureau

Section des ARUP et des FE
Méïssa ZAMMITJEBALI - Cheffe de section

Section des fondations et des fonds de dotation
Catherine BOUVET - Cheffe de section

Section Elections et Réglementation économique
Kata AYADI - Cheffe de section et Adj.chef de bureau

Section des élections et de la réglementation économique
Michèle MEYER - Cheffe de section

Section des élections et des affaires générales
Dimitri ROUGE - Chef de section

Bureau de la coordination départementale interministérielle
Renaud DELTOMBE - Chef de bureau

Bureau des Délégués du préfet
Laurent TRIPPIER - Chef de bureau

Bureau de la politique de la ville et de la prévention
Magali HEUNIER - Cheffe de bureau
Jean-Christophe LE RAY - Adj. cheffe de bureau

Service de la prévention et des urgences sociales

Agnès ARABEYRE-NALON - Cheffe de service
Loïc BIVAND - Adjoint à la cheffe de service

Bureau des urgences sociales
Catherine POUPEAU - Cheffe de bureau
Alexia LOZANO - Adj.chef de bureau

Bureau des affaires réservées
Camille MALINGÉ - Cheffe de bureau

Section des affaires signalées
Maxence NIUGUES - Adj.chef de bureau
Claude CHAMBRÉY - Cheffe de section

Section de la planification des risques
Adam LEGUET - Chef de section et Adj.chef de bureau

Section laïcité et prévention de la radicalisation
Yannick GNANOU - Chef de section et Adj.chef de bureau

Service de la représentation de l'État

Amélie VALLON - Cheffe de service
Franck FUERTES - Adjoint à la cheffe de service

Secrétariat du cabinet
Teddy CAYAU
Madalina KADOUR
Sophie TROMMELEN

Bureau du protocole et des déplacements
Stéphanie BURBAN - Cheffe de bureau

Section du protocole

Section garage
Pierre BAWUNA MUNDELE - Chef de section

Bureau des décorations et de l'intendance
Françoise TIGOUTLET - Cheffe de bureau

Section Intendance
Christie MATHIS - Cheffe de section

Section décorations
Xavier BASOBAHONA - Chef de section

Service régional de la communication interministérielle

Stéphanie LE GAGNE - Cheffe de service
Nicolas DELAVAL - Adjoint à la cheffe de service
Corinne PONSART - Assistante de communication - veilleur medias

Pôle presse
Lucas TEYSSEIRE-ALLIRAND - Chef de pôle
Simon MOREL - Attaché de presse
Myriam TALHA - Attachée de presse

Pôle éditorial
Audrey ALBICY - Cheffe de pôle
Laurent LEMOINE-BUSSEROLLE - Chargé de communication web
Nada BELDI - Apprentie graphiste
Chloé LAURENT - Stagiaire

Le service de la coordination des affaires parisiennes (SCAP)

Le **SCAP** est chargé de la coordination de l'action publique à Paris, de l'organisation des élections politiques et professionnelles, du suivi des associations et fondations reconnues d'utilité publique ayant leur siège à Paris, de la mise en œuvre des réglementations économiques et des pouvoirs de police administrative spéciale, et de l'animation de la politique de la ville à Paris.

Le **bureau des élections, du mécénat et de la réglementation économique (BEMRE)** a été associé aux travaux conduits par la DLPJA dans le cadre du projet de loi confortant les principes républicains, ce qui lui a permis de proposer des modifications législatives dont certaines ont été reprises. L'expertise du BEMRE concernant le **contrôle des fonds de dotation** lui a permis de proposer des modifications législatives dont certaines ont été reprises dans la loi. Les contrôles menés sur les fonds de dotation ont permis de détecter et d'obtenir la dissolution judiciaire, le 14 janvier 2021, du Fonds de dotation PASSERELLES qui finançait la construction de mosquées à Strasbourg et à Mulhouse grâce à des fonds qataris. Cette mission a aussi instruit et supervisé la création du fonds de dotation pour une presse indépendante à l'été 2020, qui est devenu propriétaire du journal Libération.

Le bureau a également été mobilisé dans l'accompagnement des fondations et associations pour des opérations financières telles que la création d'un fonds de placement immobilier par la Croix rouge française et l'emprunt portée par la Mission Laïque française visant à l'achat d'un terrain pour un lycée français à Alexandrie.

D'autres dossiers relatifs à l'**accompagnement des structures dans leur démarche d'emprunt** ont mobilisé la section (Croix Rouge dans la création d'un fonds de placement immobilier, Mission Laïque française dans le cadre de souscriptions d'emprunts, etc.).

Le bureau s'est particulièrement investi dans la mise en œuvre de **scrutins politiques et professionnels**, notamment les élections municipales (15 mars/28 juin 2020) et les élections du Tribunal de Commerce (19 novembre 2020).

L'année 2020 a été marquée par le scrutin des élections municipales organisées les 15 mars et 28 juin 2020.

Doté d'un budget de 2,7 millions d'euros, cette élection a mobilisé l'ensemble des agents du BEMRE mais également une centaine de personnels recrutés parmi les effectifs de la préfecture, les services déconcentrés et centraux, ministériels et interministériels.

Les différentes étapes préalables à l'organisation de tout scrutin (prise de candidature, commission de propagande, contrôle des opérations de vote..) nécessitent d'importants moyens humains.

A titre d'illustration, le BEMRE a organisé le bon acheminement des plis électoraux aux 1.3 millions d'électeurs parisiens ainsi que celui de la totalité des bulletins de vote destinés aux 897 bureaux de votes que comptent Paris. Au total, 181 listes ont été déposées et contrôlées par le BEMRE pour le premier tour des élections municipales, un chiffre record.

A compter de septembre 2020, le Service de la coordination des affaires parisiennes a complété son organisation par la création du bureau de la coordination départementale interministérielle, chargé de coordonner et suivre les politiques publiques à Paris.

Deux grands thèmes ont particulièrement occupé ce bureau au cours du dernier trimestre 2020 : le suivi du plan de relance à Paris et le suivi de la dotation de soutien à l'investissement local à Paris.

Les délégués du préfet ont pour mission de contribuer à la mise en œuvre des politiques publiques dans le cadre de la politique de la ville, au plus près des territoires, en étant basés dans les quartiers prioritaires et en lien étroit avec la Ville de Paris et les acteurs associatifs.

La crise sanitaire de 2020 s'est traduite par une crise sociale qui frappe durement les quartiers prioritaires : à cet égard la connaissance fine des territoires concernés et de l'évolution de leurs besoins a permis de concevoir ou **déployer rapidement des actions déployées au bénéfice des habitants** (montée en charge du Programme Régional Insertion Jeunesse (PRIJ), accroissement de l'aide alimentaire, Cités éducatives, distribution de 1000 tablettes à des jeunes pour lutter contre la fracture numérique, etc.) dans ce contexte de crise sanitaire.



Visite d'Emmaüs Défi, chantier d'insertion et laboratoire d'innovations sociales luttant contre la grande exclusion

2020 en chiffres

Des procédures de gestion courante et de contrôle soutenues :



10 constitutions des dossiers de participation aux conseils d'administration des fondations reconnues d'utilité publique ;



111 analyses financières (tout type de structures) ;



119 créations de fonds de dotations ;



125 arrêtés d'autorisation d'appel public à la générosité (fond de dotation) ;



90 arrêtés d'autorisation d'emprunt (fondations et associations reconnues d'utilités publique) ;



120 arrêtés d'autorisation de vente fondation et associations reconnues d'utilités publique) ;



9 rescrits valant reconnaissance d'intérêt général (associations)
49 décisions de non opposition à des legs ou donations (associations).

De nombreuses délivrances d'actes :

120 dérogations classiques au repos dominical ;

26 branches du commerce parisien à déroger à la règle du repos dominical afin de répondre aux conséquences économiques de la crise sanitaire.;

209 demandes de cartes de guides conférenciers ;

238 agréments de garde particulier délivrés ;

318 exercices du droit d'option de binationaux ;

224 récépissés d'appel public à la générosité ;

110 décisions de non opposition à des legs ou donations ;

39 demandes de vente d'un bien par une congrégation ;

21 demandes d'agréments d'organisme de formation d'élus ;

27 publications de presse et services de presses en ligne autorisés à publier des annonces judiciaires et légales pour l'année 2021.

Activité des délégués du préfet/politique de la ville :

La politique de la ville en chiffres :

6 210 299 euros de crédits Etat dont 1 130 507 euros pour les colos apprenantes ;

495 000 euros pour les cités éducatives ;

372000 euros pour le programme Quartiers solidaires ;

255 265 euros pour les quartiers d'été ;

630 projets financés portés par **200** associations.



Quels chantiers en 2021 pour le SCAP ?

2021 s'ouvre avec plusieurs dossiers importants, en particulier : les élections législatives partielles et les élections régionales prévues en juin , des élections professionnelles au 3^e trimestre (CCI, CMA), la mise en œuvre de la stratégie de contrôle dès validation, la mise en œuvre de la loi sur les principes républicains.

En outre, l'année 2021 est marquée par le rattachement du bureau de la politique de la ville et de la prévention au service de coordination des affaires parisiennes en provenance de la direction départementale de la cohésion sociale.

Cette nouvelle organisation doit permettre de créer de nouvelles synergies sur les territoires des quartiers politiques de la ville à Paris, notamment avec le bureau des délégués du préfet.

Le service de la prévention et des urgences sociales (SPUS)

Ce service, composé de 2 bureaux, a en charge le suivi des urgences sociales (l'accueil des migrants, places en hébergement, etc.) et les affaires réservées (laïcité, dispositif de gestion en cas de crise, traitement des courriers signalés, etc.).



Le **bureau des urgences sociales (BUS)** a notamment en charge le **pilotage du plan migrant en Île-de-France**. Le premier confinement a eu une forte incidence sur le dispositif francilien d'orientation des demandeurs d'asile. L'activité des guichets uniques pour demandeurs d'asile (GUDA) a été interrompue, ainsi que les orientations depuis les centres d'accueil et d'examen des situations (CAES) vers le dispositif national d'accueil (DNA).

Dans ce contexte, le bureau s'est concentré sur la **prise en charge des migrants en situation de rue**, afin notamment d'éviter toute reconstitution de campements. Le travail d'intégration des réfugiés s'est poursuivi avec l'appui du centre d'accueil et d'insertion des réfugiés (CAIR).

En 2020, le **bureau des affaires réservées (BAR)** a été au cœur de l'actualité politique, sanitaire et sociale. Il a activement participé à la bonne tenue et à l'analyse du scrutin municipal parisien.

Il a été pleinement mobilisé dans le cadre exceptionnel de la crise sanitaire en animant et coordonnant les **dispositifs d'accompagnement des personnes contaminées et d'isolement des personnes sans domicile contaminées**. Malgré la crise sanitaire, les activités « piliers » du bureau ont maintenues : le **plan de continuité d'activité** de la préfecture a été entièrement refondu, les formations des aumôniers pénitentiaires aux valeurs de la République se sont tenues, la **participation aux instances de lutte contre la radicalisation** a été assurée et les sollicitations des élus ont été traitées.



2020 en chiffres



19 opérations de mises à l'abri permettant la prise en charge de 8691 personnes dont 1290 vulnérables au sein des CAES et des structures temporaires mobilisées ;



Prise en charge du public migrant à la rue avec **3264 inclusions** depuis les accueils de jour ;



6458 orientations de demandeurs d'asile et de réfugiés vers des places d'hébergement en Île-de-France et en province ;



95 sorties positives du CAIR ;



Suivi de près de **1300** personnes sur les places de droit de priorité et **204 hébergements** proposés dans le cadre des expulsions locatives ;



1469 ménages ont été proposés à un relogement sur le contingent préfectoral de logements sociaux en 2020.



Quels chantiers en 2021 pour le SPUS ?

L'année 2021 sera notamment marquée par la mise en place du schéma national d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés (SNADAR), par l'actualisation du schéma régional qui le décline et par le renforcement des actions en faveur de l'intégration des réfugiés.

Un travail sera mené pour consolider le dialogue des représentants territoriaux de l'Etat, tant avec les représentants des cultes que les partenaires associatifs.

Le SPUS renforcera ses partenariats avec la Ville de Paris et le ministère de la Justice en matière d'accompagnement des victimes d'événements d'ampleur, nouveau champ d'action confié au service.

Le service de la représentation de l'État (SRE)

Le SRE est en charge des affaires protocolaires et des déplacements (visites et cérémonies, gestion du parc automobile), des décorations et de l'intendance (décorations et distinctions honorifiques, intendance lors des réceptions).

Affecté par les mesures de restriction des événements, rencontres et déplacements en 2020 du fait de la situation sanitaire, il ne s'est pas moins engagé pour **maintenir ses activités à un niveau élevé**, mais aussi pour contribuer aux dispositifs exceptionnels de gestion de crise.

Le bureau des décorations et de l'intendance se compose de 2 sections : décorations et intendance.

- **La section Décorations** est en charge de l'instruction des dossiers de candidatures parisiennes pour les deux ordres nationaux (LH, ONM **181 mémoires rédigés en 2020**), pour les ordres ministériels (Arts et Lettres, Palmes académiques, ordre du Mérite agricole, ordre du mérite maritime, médaille de la sécurité intérieure) ainsi que la gestion de la médaille jeunesse, sports et engagement associatif, mais aussi des dossiers de candidatures des médailles d'honneur (du travail, 4 233 dossiers en 2020 ; régionale, départementale, communale, 1 090 dossiers en 2020 ; agricole ; des travaux publics ; des syndicats professionnels).

Pour l'année 2020, les promotions LH du 14 juillet et ONM du 15 mai et 15 novembre ont été converties en une **promotion unique Covid-19 publiée le 1er janvier 2021**.

- **La section Intendance** assure les missions d'accueil et d'accompagnement des invités du préfet de région, des circuits parapheurs, des prestations de convivialité au Ponant (au total 124 demandes en 2020) et de la gestion des stocks (achats cadeaux protocolaires, alimentaire, médailles ; suivi budgétaire).

Le bureau du protocole et des déplacements se compose de 2 sections :

- **La section Protocole** gère les invitations et les représentations du préfet de région ou des membres du corps préfectoral lorsqu'ils le représentent (cérémonies officielles, visites ministérielles...), prépare les discours à l'occasion des départs et remises de décorations, élabore les plans de table les plus importants, prépare les déplacements extérieurs du préfet de région (déroulés), organise les événements à la préfecture (site du Ponant) ou à la résidence (hôtel de Noirmoutier).

2020 en chiffres



614 « événements » ont été suivis par le protocole en 2020, témoignant d'une activité encore soutenue.

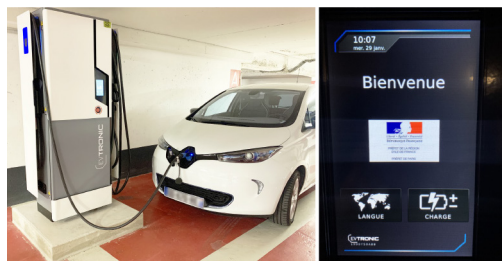
Du fait de la situation sanitaire, la traditionnelle réception organisée le 4 septembre, jour anniversaire de la proclamation de la République, à l'hôtel de Noirmoutier avec près de 1 500 personnes (5 000 invités) dans les salons et le jardin n'a pu être organisée en 2020.

L'équipe du SRE s'est particulièrement investie sur les listes d'invités de la cérémonie du 14 juillet, mettant à l'honneur les franciliens mobilisés dans la crise sanitaire : soignants, familles et travailleurs mobilisés sur le terrain.

- **La section Garage** dispose d'un parc automobile de 23 véhicules (3 électriques, 1 hybride rechargeable, 4 hybrides non rechargeables et 15 thermiques), ainsi que d'un scooter et de 3 vélos électriques.

En baisse par rapport à l'an passé du fait de la situation sanitaire qui a limité les déplacements, **161 861 km au total ont néanmoins été parcourus en 2020**, témoignant de l'engagement de la préfecture qui est resté soutenu sur le terrain et auprès des acteurs.

L'effort de verdissement du parc engagé en 2019 a été renforcé en 2020 dans le cadre du renouvellement progressif de la flotte : 2 véhicules thermiques diesel ont été vendus, **1 véhicule électrique** et **1 hybride rechargeable** achetés. Une borne de rechargement pour les véhicules électriques a été installée au sous-sol.



Le service régional de communication interministérielle (SRCI)

Le SRCI est chargé de coordonner la politique de communication de l'État en Île-de-France, et de la décliner dans le département de Paris. Il anime un réseau de communicants de l'État en région et en département et définit une stratégie de communication régionale.

Il pilote et met en œuvre le plan d'actions qui en découle. De plus, il définit et anime la communication interne à la préfecture.



#Jeune1solution



En 2020, la majorité de ses actions visait à **valoriser la mobilisation de l'État au profit des personnes les plus vulnérables** et les plus démunies face à la crise sanitaire. Il a également travaillé à la promotion du Plan de soutien et du **Plan de relance**, notamment en développant de nouveaux supports de communication en partenariat avec le service d'Information du gouvernement et les préfectures de département.

Le SRCI a accompagné la mise en place de la nouvelle organisation des services de l'État en Île-de-France en rédigeant et en mettant en œuvre une stratégie de communication et d'**accompagnement au changement**.



Guide des dispositifs d'aide de l'État à destination des employeurs

La crise sanitaire a amené le SRCI, dont la majorité des agents travaillaient à distance, à réorganisé son activité afin d'accompagner l'ensemble des services dans leurs actions de communication autour de la pandémie ou sur d'autres sujets. Dans le cadre d'actions de communication interne, les supports de communication ont été repensés (diffusion d'une newsletter Spécial confinement) afin de combler l'absence d'événements rassemblant les agents (expositions, quiz etc).



Tournage de la web-série Matière grise

2020 en chiffres



114 communiqués de presse et 12 dossiers de presse



29 interviews et 11 conférences de presse



49 visites médiatisées



436 demandes presse et 987 retombées presse



564 articles et mises en ligne à la demande des services (site internet)



310 supports de communication (communication interne et externe)



192 Post-it et publications sur le site intranet



26 animations de communication interne



23 prestations vidéo et photos (pôle presse + pôle édito)



Quels chantiers en 2021 pour le SRCI ?

2021 sera une année de transition pour le SRCI avec la mise en œuvre d'une politique de communication plus offensive sur les réseaux sociaux, le développement de nouveaux supports et la refonte des outils de communication interne.



Hôtel de Noirmoutier : classement
du Sacré-Coeur de Montmartre



Prefecture de la région d'Île-de-France @Prefet75... · 16 mars ...

#Mobilites3

@Prefet75_IDF et le SG du @prefet79 étaient à #NoisyLeRoi sur le parcours d'une des 22 pistes cyclables franciliennes soutenues par #FranceRelance

Retrouvez l'ensemble des projets bit.ly/3rSNLHr



Préfet des Yvelines et 7 autres personnes

Compte Twitter : @Prefet75_IDF

Contact :

Préfecture de la région d'Île-de-France,
préfecture de Paris

01 82 52 40 25 / pref-communication@paris.gouv.fr
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france>



@Prefet75_IDF



<https://www.facebook.com/Préfecture-de-la-région-d'Île-de-France-préfecture-de-Paris>



<https://www.linkedin.com/company/l-état-en-île-de-france/>